ASSEMBLÉE NATIONALE

2 février 2024

RENFORCER LA SÉCURITÉ DES ÉLUS LOCAUX ET LA PROTECTION DES MAIRES - (N° 2139)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 61

présenté par

M. Dunoyer, M. Gouffier Valente et M. Terlier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 19, insérer l'article suivant:**

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur l'intérêt de faire bénéficier les candidats aux élections en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna de garanties équivalentes à celles apportées par l'article 9 de la présente loi.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La Nouvelle Calédonie, la Polynésie française et Wallis et Futuna sont soumis au principe de « spécialité législative », selon lequel une disposition législative ne s'applique localement que si elle le prévoit expressément. En conséquence, l'article 9 de la présente proposition de loi ne s'appliquera pas, en l'état, aux élections dans ces trois territoires, alors même que l'Etat y est compétent en matière de régime électoral et qu'il est sans doute, dans ces trois territoires, encore plus difficile qu'en métropole d'y assurer une permanence électorale.

Il est donc proposé que le Gouvernement analyse cette différence de traitement, et qu'il propose une solution, qui pourrait éventuellement passer par une ordonnance fondée sur l'article 74-1 de la Constitution.